

OBJET: ATTRIBUTION DE GRATIFICATIONS A DES STAGIAIRES

-LE CONSEIL MUNICIPAL-

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée, relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code général des collectivités territoriales,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La Mairie accueille régulièrement des étudiants pour des stages. Ces stages, faisant l'objet de conventions tripartites stagiaire/ établissement d'enseignement ou organisme de formation/ Mairie, peuvent aller de quelques jours à plusieurs mois, mais aucun n'est rémunéré.

Je vous rappelle que :

- les missions et objectifs des stages sont définis par les services et sont en relation avec le domaine du diplôme ou de la validation visée,
- un tuteur est désigné par le service pour la durée du stage,
- le stage peut inciter les stagiaires à s'orienter vers les métiers de la Fonction Publique Territoriale.

Certains rapports effectués par les stagiaires pour la Mairie contribuent à l'amélioration du service public et/ou ont la qualité de rapport préalable à une décision. Il apparaît donc normal de pouvoir leur attribuer une gratification.

Je vous propose donc de définir les critères ouvrant droit à une gratification, à savoir :

- le stage doit faire l'objet d'une convention tripartite,
 - le stage doit être supérieur ou égal à 6 mois,
 - le stagiaire doit rendre un rapport ayant le caractère d'une aide à la décision et/ou fournir une prestation participant directement à l'amélioration du service public.
- et de fixer celle-ci.

- DELIBERE-

A L'UNANIMITÉ des membres présents

ACCEPTE le principe d'attribuer une gratification à des stagiaires remplissant les conditions suivantes.

FIXE la liste des critères cumulatifs pour percevoir une gratification :

- le stage doit faire l'objet d'une convention tripartite,
- le stage doit être supérieur ou égal à 6 mois,
- le stagiaire doit rendre un rapport ayant le caractère d'une aide à la décision et/ou fournir une prestation participant directement à l'amélioration du service public.

DIT que la gratification pourra être d'un montant maximum de 360 € par mois, indexable selon les conditions prévues par les textes en vigueur. Cette gratification sera versée à la fin du stage après remise du rapport et évaluation des prestations, au prorata du temps de présence, et en fonction de l'assiduité.

PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET